

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

Société Anonyme au capital de : 748.170 €
Siège social : BASSENS 33530
R.C.S. Bordeaux : B 585 420 078 00040

Les comptes annuels provisoires de l'exercice 2025 publiés auprès de l'AMF le 31 mars 2026, ont été approuvés sans modification par l'Assemblée Générale du 9 juin 2026.

Attestation des Commissaires aux comptes

À l'Assemblée Générale de la société Les Docks des Pétroles d'Ambès,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Les Docks des Pétroles d'Ambès relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des provisions pour risques et charges : Provision pour remédiation des sols

(Notes II.1.2, II.7, IV « Informations complémentaires – Tableau des provisions » de l'annexe aux comptes annuels)

Risques identifiés

La société exploite deux dépôts d'hydrocarbures liquides et de liquides inflammables situés à Bayon et à Bassens. Ces dépôts sont implantés sur le domaine géré par le Grand Port Maritime de Bordeaux. A ce titre, des contrats de concession, dénommés « contrats de gérance », ont été conclus entre le Grand Port Maritime de Bordeaux (le concédant) et la société Les Docks des Pétroles d'Ambès (le concessionnaire) dont l'échéance est le 31 mai 2032. La société a lancé un processus d'analyse d'actualisation de ses obligations et ses connaissances des pratiques d'indemnisation en matière de remédiation des sols en lien avec le terme du contrat de gérance en l'absence de tout autre élément contractuel signé.

Votre société a, sur la base de ces études et analyses, comptabilisé en résultat d'exploitation une provision pour remédiation des sols pour 13,2m€ au 31 décembre 2025.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu des montants en jeu et du fait que la remédiation des sols est par nature dépendante d'hypothèses, d'estimations ou d'appréciations de la société.

Notre réponse

Nous avons (i) pris connaissance du contrat de gérance ainsi que des obligations applicables à la société afin d'apprécier l'existence de l'obligation de remédiation des sols eu égard au calendrier d'échéance du contrat et de l'état des sites, (ii) pris connaissance des procédures mis en place pour assurer la documentation, la validation et le suivi des provisions pour remédiation des sols, (iii) examiné le bien-fondé de l'obligation de remédiation des sols en analysant la documentation établie par les expertises indépendantes et en s'entretenant avec la direction, (iv) pris connaissance des travaux et des conclusions des experts mandatés par la société concernant l'analyse des sols des sites de Bayon et Bassens afin d'apprécier le bien-fondé de la reconnaissance d'un passif lié à l'obligation actuelle de remédiation des sols et la constitution d'une provision en résultant, (v) apprécié le caractère approprié des montants provisionnés pour la remédiation des sols au regard des résultats des conclusions des experts indépendants et (vi) pris connaissance des lettres de mission et/ou cahier des charges des travaux confiés aux experts juridiques et techniques et nous avons apprécié leur indépendance. Nous avons également comparé et apprécié les montants provisionnés avec les informations issues des expertises techniques produites.

Enfin, dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné la conformité de la qualification comptable en changement d'estimation, le classement comptable et la présentation qui en est faite. Par ailleurs, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans les notes II.1.2, II.7 et IV de l'annexe.

Evaluation des immobilisations corporelles liées au domaine concédé dans le cadre du contrat de gérance conclu avec le Grand Port Maritime de Bordeaux

(Notes II.I.1, 3.2 de la note 3 et IV « Informations complémentaires – Variation des immobilisations brutes et Variation des amortissements » de l'annexe aux comptes annuels)

Risques identifiés

Dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu entre le Grand Port Maritime de Bordeaux (le concédant) et la société Les Docks des Pétroles d'Ambès (le concessionnaire), le concessionnaire se doit de remettre au concédant gratuitement en fin de concession, le 31 mai 2032, l'ensemble des installations faisant partie du domaine concédé. Dans ce contexte, le concessionnaire est tenu d'assurer le renouvellement des actifs qualifiés de renouvelables servant à l'exploitation des sites de Bayon et Bassens jusqu'à cette date.

Ainsi, les immobilisations du domaine concédé, qui s'élèvent à 74,7m€ en valeur brute, sont réparties en deux catégories : (i) les immobilisations non renouvelables qui ne nécessiteront pas de remplacement pour maintenir leur potentiel productif durant la concession, la durée de vie du bien dépassant celle de la fin du contrat de gérance (ii) les immobilisations renouvelables dont la durée de vie est inférieure au nombre d'année restant à courir jusqu'à la date de fin du contrat de gérance.

Votre société a, sur la base d'un inventaire physique et d'une analyse technique de ses actifs, procédé à la requalification de certains d'entre eux compte tenu de l'échéance du contrat de gérance au 31 mai 2032. Ces requalifications ont conduit à un changement d'affectation de certaines immobilisations de caractère renouvelable à caractère non renouvelable au 31 décembre 2025.

Cette requalification qualifiée de changement d'estimation a conduit à :

- la reprise des amortissements comptables précédemment constatés pour 12,7m€ ;
- la reprise des provisions pour renouvellement sur les actifs requalifiés et donnant lieu à provision pour 0,6m€.

Les reprises ont été comptabilisées en résultat d'exploitation.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu des montants en jeu et du fait que la qualification des actifs est par nature dépendante d'hypothèses, d'estimations ou d'appréciations de la société.

Notre réponse

Concernant les changements d'affectation des actifs, (i) nous avons (i) pris connaissance de la méthodologie d'inventaire physique et technique, (ii) examiné les travaux réalisés par la société pour déterminer le caractère renouvelable ou non renouvelable des immobilisations concernées et les calculs réalisés, (iii) apprécié la qualification de ces immobilisations et le changement d'affectation opéré en 2025 et les critères ayant conduit à ce changement et (iv) pris connaissance du plan de renouvellement moyen terme des actifs préparé par la société et présenté en conseil d'administration.

Enfin, dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné la conformité de la qualification comptable retenue, le classement comptable et la présentation qui en est faite. Par ailleurs, nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans les notes II.I.1 et IV (variations des immobilisations et variations des amortissements) de l'annexe.

Evaluation des provisions pour risques et charges d'exploitation en lien avec le contrat de concession (provision pour grosses réparations)

(Notes II.1.2, de la Note II.7 « Provisions pour risques et charges » et IV « Informations complémentaires – Tableau des provisions » de l'annexe aux comptes annuels)

Risques identifiés

Dans le cadre du contrat de délégation de service public conclu entre le Grand Port Maritime de Bordeaux et la société Les Docks des Pétroles d'Ambès, le concessionnaire se doit de remettre au concédant gratuitement en fin de concession, soit en 2032, l'ensemble des installations faisant partie du domaine concédé. Dans ce contexte, le concessionnaire est tenu d'assurer le gros entretien des immobilisations servant à l'exploitation des sites de Bayon et Bassens.

Conformément à l'information présentée dans la note II.7 de l'annexe, votre société constitue des provisions pour grosses réparations relatives aux programmes pluriannuels de vérification des bacs d'hydrocarbures (inspection décennale) et du pipeline, s'élevant à 5,3m€ au 31 décembre 2025.

Comme indiqué dans la note II.7 de l'annexe, celles-ci sont estimées à partir de l'analyse des coûts encourus. Aussi, dans le cadre de ces inspections décennales, les provisions pour grosses réparations sont dotées linéairement sur 10 années pour les bacs d'hydrocarbures et 4 années pour le pipeline dans la limite de la date de fin contrat de gérance.

Nous avons considéré ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu des montants en jeu et du fait que ces provisions pour risques et charges d'exploitation sont par nature dépendantes d'hypothèses, d'estimations ou d'appréciations de la société.

Notre réponse

Nous avons pris (i) connaissance des obligations juridiques et réglementaires applicables à la société, notamment celles issues de la Réglementation ICPE, afin d'apprécier l'existence et le calendrier des obligations et (ii) apprécié la cohérence des hypothèses utilisées pour les charges prévisionnelles en les comparant aux provisions réalisées au cours des exercices précédents avec leur réalisation effective, aux historiques des travaux réalisés au cours des exercices antérieurs.

Enfin, dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre société, nous avons examiné la conformité des méthodes comptables utilisées pour évaluer les provisions précisées ci-dessus ainsi que le caractère approprié des informations fournies dans les notes II.7 de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4, L.22-10-10 et L.22-10-9 du code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-9 du code de commerce sur les rémunérations et avantages versés ou attribués aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des entreprises contrôlées par elle qui sont comprises dans le périmètre de consolidation. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Concernant les informations relatives aux éléments que votre société a considéré susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange, fournies en application des dispositions de l'article L.22-10-11 du code de commerce, nous avons vérifié leur conformité avec les documents dont elles sont issues et qui nous ont été communiqués. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assuré que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Président Directeur Général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation du commissaire aux comptes

Nous avons été nommés commissaire aux comptes de la société Les Docks des Pétroles d'Ambès par l'assemblée générale du 6 juin 2023 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars SA était dans la 3ème année de sa mission sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

- En outre :
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Bordeaux, le 31 mars 2026

Le Commissaire aux Comptes

FORVIS MAZARS SA

David Couturier

Associé